



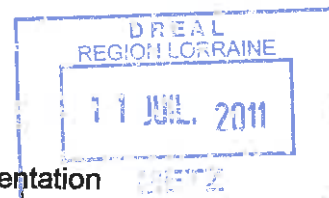
Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des Libertés Publiques et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme et des Procédures Environnementales

40 rue du Bourg – B.P. 30512 – 55012 BAR-LE-DUC CEDEX – Téléphone 0 821 803 055 – Télécopie 03 29 79 55 31



Arrêté n° 2011-1325

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société MEUSE COMPOST à VOID-VACON

Le Préfet de la Meuse,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret du 3 août 2010 nommant Madame Colette DESPREZ Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 "engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques" et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques, et notamment son article 2.9 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97-1369 du 21 juillet 1997 déclarant d'utilité publique la dérivation et la protection des eaux captées aux forages A.E.P. de VOID-VACON ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-53 du 10 janvier 2008 imposant à la société MEUSE COMPOST de respecter des prescriptions spéciales dans l'exploitation de sa plateforme de compostage de déchets non dangereux implantée sur le territoire de la commune de VOID-VACON, et pour laquelle le récépissé de déclaration n° 07-2005 a été délivré le 3 mai 2005 ;

VU les préconisations de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Meuse, Patrick FRADET, dans son rapport du 21 décembre 2007, hydrogéologue saisi (avec anticipation à l'injonction préfectorale) par l'exploitant suite à l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 2008-53 du 10 janvier 2008 ;

VU les préconisations de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Meuse, Evelynne COTE-CHOSSELER, dans son rapport du 19 janvier 2011 ;

VU les constats effectués par l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) le 15 juin 2011 lors de la visite de contrôle de la plateforme de compostage de déchets non dangereux exploitée par la société MEUSE COMPOST à VOID-VACON ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL RV/11/236 en date du 28 juin 2011 ;

CONSIDERANT l'avis et les recommandations formulées par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique dans le département de la Meuse dans son rapport en date du 19 janvier 2011 relatif à l'exploitation de la plateforme de compostage de déchets non dangereux ;

CONSIDERANT que l'aire bitumée de la plateforme de compostage de déchets n'est pas étanche par endroits ;

CONSIDERANT que des lixiviats issus du compostage de déchets peuvent s'infiltrer dans les sols, ce qui est de nature à engendrer une pollution des eaux souterraines ;

CONSIDERANT que le mauvais état du revêtement de la plateforme de compostage de déchets constitue une non-conformité aux dispositions fixées à l'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 ;

CONSIDERANT l'absence de surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDERANT les risques d'intrusion par le non-achèvement de la clôture sur le site de la plate-forme ;

CONSIDERANT les dangers et inconvénients générés par le non respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

A R R E T E

Article 1^{er} – Champ de la mise en demeure

La société MEUSE COMPOST, dont le siège social est rue Jean Formel – Gironville sous les Côtes - à 55 200 GEVILLE, est mise en demeure pour l'exploitation de sa plateforme de compostage de déchets non dangereux implantée sur le territoire de la commune de VOID-VACON de respecter, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions réglementaires suivantes :

- Etanchéifier complètement les surfaces occupées par les aires d'entreposage et de compostage des déchets, conformément à l'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 "engrais et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques" et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques.
- Procéder aux essais d'étanchéité des canalisations reliant la plateforme de compostage et le bassin de récupération des eaux de ruissellement et fournir le rapport de ces essais, comme l'impose l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 2008-53 du 10 janvier 2008.
- Effectuer la surveillance des eaux souterraines et de la source "Le Jet d'Eau" selon les préconisations faites par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et transmettre les résultats des premières mesures analytiques de ces eaux, en application de l'article 3.4. de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 2008-53 du 10 janvier 2008.
- Clôturer entièrement la plateforme de compostage et ses installations connexes, et achever les plantations du site, comme l'exigent les articles 2.2 et 3.2 de l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 susvisé.

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des installations classées les actions correctives et travaux mis en œuvre pour se conformer aux termes de la présente mise en demeure.

Article 2 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter du jour de sa notification à l'exploitant.

Article 4 – Exécution et information

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL MEUSE COMPOST,

Et dont une copie sera adressée pour information aux :

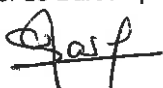
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Sous-Préfet de COMMERCY.
- Maire de 55190 VOID VACON.

BAR LE DUC, le - 5 JUL. 2011
Le PRÉFET,


Colette DESPREZ



Pour copie conforme,
Pour le Chef de Bureau par intérim,


Sylviane MARY

